

Le budget

encore plus efficacement et donc de vraiment prendre en main le déficit et l'endettement du Canada.

Il s'agit, madame la Présidente, du sixième Budget du gouvernement progressiste conservateur et de nouveau, il témoigne d'une suite dans les idées, de la rigueur et du sérieux que le gouvernement met à atteindre ses objectifs. Il est le fruit et la continuité de cinq années de travail acharné au cours desquelles le gouvernement a révisé et mis à jour la réglementation, repensé le régime fiscal en abaissant les taux d'imposition et en éliminant les échappatoires fiscales, aboli les frontières du commerce, amélioré les programmes de formation de la main-d'oeuvre et redressé la situation financière du pays.

Malgré les prédictions les plus sombres, plus d'un million et demi d'emplois ont été créés depuis le début du mandat, et seule la performance économique du Japon a surpassé la nôtre parmi les grands pays industrialisés. Pour nous assurer d'un avenir encore plus prospère, nous devons éliminer notre déficit et réduire notre dette. Ainsi, la population sera moins vulnérable face aux taux d'intérêt et face à l'inflation qui nous guette tous. Elle se sentira plus sécurisée et pourra fonctionner de façon encore plus rentable.

Il nous faut donc intervenir maintenant, de façon efficace et humaine, pour maîtriser notre dette tout en préservant les programmes et les services auxquels nous tenons. Ce n'est que de cette façon que nous conserverons un climat propice au maintien de notre croissance économique, sociale et psychologique.

Agir maintenant, madame la Présidente, c'est s'assurer que nos mandataires, les citoyens du Canada, deviennent encore plus conscients de leur rôle essentiel dans l'avenir de leur pays et le devenir de notre société.

Les gouvernements libéraux qui nous ont précédés ont encouragé et souvent forcé une dépendance malsaine des citoyens face à leur gouvernement. Après la guerre, le gouvernement central s'était vu donner le mandat d'aider le pays et la population à se relever d'une situation qui avait déstabilisé l'économie. C'était une économie de guerre qu'il fallait reconvertir en une économie de paix. Cette position était saine puisqu'on a connu une reprise économique vigoureuse. La reconversion allait bien. Cependant, au lieu de laisser le dynamisme canadien continuer à se développer, le gouvernement a décidé de continuer à exercer son pouvoir en contrôlant les mécanismes économiques au lieu de faire confiance aux Canadiens. Il a voulu garder le rôle de principal et augmenter le processus de centralisation, et ce faisant, garder les projecteurs sur sa supposée brillante performance.

Sous M. Trudeau, qui disait mépriser les nationalistes, le gouvernement et lui-même ont fait preuve d'un nationalisme empreint de méfiance face aux Américains, face aux différences évidentes des provinces les unes par rapport aux autres. Cette méfiance qui s'est traduite par un contrôle et une surveillance indue du genre de l'Agence de contrôle des investissements étrangers, la nationalisation de plusieurs secteurs industriels n'a pu se nourrir que de dépendance accrue.

Il a réussi à développer des comportements de gens passifs et à décourager sinon tuer la créativité et l'innovation. Il se développait un peu partout des comportements de «belle indifférence».

On en est venu à un point où, madame la Présidente, dès qu'un individu pensait à mettre en oeuvre un nouveau projet, il commençait par s'informer des programmes de subventions disponibles. À force de répéter que les gens avaient des droits, on leur avait fait oublier qu'ils avaient aussi des devoirs et des ressources. On était en train de les priver de la fierté de réussir quelque chose par eux-mêmes. Nous nous préparions mal aux défis à venir.

Nous savons tous que dans un monde en compétition, comme celui que nous connaissons, seuls les plus inventifs, les plus aptes à tirer profit de leur environnement pourront s'imposer.

Le dernier Budget proposé est, de l'avis d'experts, un budget raisonnable, courageux et responsable.

• (1240)

Et l'ex-ministre péquiste des Finances, Bernard Landry, l'a qualifié de très bon budget. Dans les circonstances, aurait-il dit, c'est un tour de force.

Quant à moi, je considère que ce Budget annonce une époque de revalorisation des initiatives individuelles. Il responsabilise les institutions, les groupes et les individus. Il constitue un instrument par excellence pour permettre aux Canadiens de bâtir leur estime de soi à partir de réalisations qui sont les leurs.

Le gouvernement continuera, il va de soi, à aider les plus démunis à regagner ou à reconquérir leur autonomie, à prendre conscience de leurs ressources et à les développer tout en s'appliquant, au besoin, sur des programmes ou des services du gouvernement.

Nous, le caucus du Québec, comme le reste de la députation, avons fait part de secteurs où le gouvernement peut continuer à améliorer l'efficacité de son administration, et nous allons continuer à travailler à la mise en oeuvre des compressions des dépenses.

Enfin, le gouvernement va surtout chercher à améliorer encore davantage la productivité de l'appareil gouvernemental en établissant une complicité encore plus étroite avec la Fonction publique. Nos employés gouvernementaux sont sélectionnés soigneusement et